

Comment Paris a fini par miner le dossier d'adhésion

samedi 23 décembre 2006, par [Paul Falzon](#)

Source : L'Humanité - Article paru dans l'édition du 15 décembre 2006

Ancien partisan de la Turquie, Jacques Chirac a changé d'avis sous la pression électoraliste de Nicolas Sarkozy.

Bruxelles, envoyé spécial.

Des vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement réunis depuis hier à Bruxelles pour un sommet axé sur l'élargissement de l'Europe, Jacques Chirac est celui dont la position sur l'adhésion turque a le plus spectaculairement évolué. Le président français fait aujourd'hui partie, avec Angela Merkel, de la frange des « durs », ceux qui ont défendu ces dernières semaines un gel des négociations avec Ankara (qui sera officialisé lors de ce sommet) et tenté d'imposer un ultimatum pour la pleine reconnaissance de Chypre (*ce que les autres pays européens, Royaume-Uni et Espagne en tête, n'ont pas accepté*). Un comble pour celui qui, il y a encore trois ans, passait, dans l'Union, pour l'un des partisans les plus fervents de l'adhésion turque.

Fidèle sur ce point à la tradition gaulliste - le général avait été le premier, avec le chancelier Adenauer, à reconnaître la « *vocation européenne* » de la Turquie en 1963 -, Jacques Chirac a poussé durant son premier mandat à une accélération des négociations avec Ankara. L'idée d'intégrer un État laïque mais à majorité musulmane, proche du Moyen-Orient mais membre de l'OTAN, était perçue par l'Élysée comme une occasion de renforcer l'UE sur le plan géostratégique.

À l'automne 2004, brusque changement de cap : Jacques Chirac est sous la pression de Nicolas Sarkozy, qui mène une campagne ouvertement contre la candidature turque. L'objectif du président de l'UMP est double : isoler le chef de - l'État sur un dossier sensible et tenter de conquérir l'électorat d'extrême droite sur le terrain anti-islam. C'est aussi l'époque où Nicolas Sarkozy se rapproche d'Angela Merkel, sur l'idée de réduire la relation avec Ankara à un « *partenariat stratégique* ».

En pleine campagne sur le traité constitutionnel, Jacques Chirac décide en octobre 2004 de soumettre à référendum les futurs élargissements, précisant bien que la réforme interviendrait « *avant la question de l'entrée éventuelle de la Turquie* » mais ne concernerait pas la Roumanie ni la Bulgarie, ni même la Croatie pourtant soumise, en théorie, au même calendrier de négociations.

Après le rejet du traité par les Français, Jacques Chirac va faire de la question de l'élargissement son cheval de bataille au sein du Conseil européen, ce qui lui offre l'avantage de noyer le rejet de la construction libérale de l'UE induite dans le « *non* » et de paraître moins isolé au sein de sa propre famille politique. Sur son initiative, le sommet de juin 2006 commande un rapport - présenté hier - sur la « *capacité d'intégration* » de l'UE. Le document préconise, sinon de bloquer, du moins de freiner les élargissements tant que l'Union ne se dote pas de nouvelles institutions - en clair, tant qu'elle n'adopte pas la constitution rejetée par les Français et les Néerlandais, priorité affichée de la présidence allemande au prochain semestre.

En jouant cette « *carte* », Chirac semble avoir durablement piégé le débat. En France les deux principaux candidats déclarés à sa succession ne cachent pas leur réticence à intégrer Ankara. Ségolène Royal a ainsi

renvoyé la décision à « *l'avis des Français* », alors qu'elle faisait partie des « *turcophiles* » au sein du PS. Quant à Nicolas Sarkozy, son calcul électoraliste sur la Turquie coïncide avec le durcissement général de la famille conservatrice européenne sur le dossier. Outre la France, l'Allemagne et l'Autriche, toutes deux co-gouvernées par la droite chrétienne-démocrate, refusent l'adhésion turque. Si la chancelière Merkel ne reprend pas officiellement le credo de son mentor Helmut Kohl, qui avait affirmé que l'Europe devait rester un « *club chrétien* », ses initiatives concrètes la font pencher de plus en plus dans cette direction.